

LES ILLUSIONS DU FRONT POPULAIRE

LE PAIN,
LA PAIX,
LA LIBERTÉ...

■ *La république se veut le règne de la raison, mais elle excelle à créer des mythes pour le peuple... Le Front populaire, arrivé – pour fort peu de temps – au pouvoir avec les élections de mai 1936 (il y a 70 ans) en est un, « le plus effronté de tous les fronts possibles et imaginables », disait Maurras. Nous avons dans notre précédent dossier (A.F. 2000 du 18 mai) dénoncé l'imposture qui consiste à attribuer à la bande à Blum de "grandes conquêtes ouvrières", alors que depuis un siècle les pionniers du combat social émanaient des rangs des Français catholiques et royalistes et que, trop souvent, les lois proposées par ceux-ci à la Chambre étaient laminées par les oppositions conjuguées du libéralisme individualiste d'une certaine "droite" et de la volonté de lutte des classes de la gauche.*

par
Michel FROMENTOUX

Les hommes de 36 ont été habiles à jouer les démagogues pour calmer les semeurs de troubles, mais le souci d'améliorer le sort du peuple était loin de leurs préoccupations essentielles. Le Front populaire, Maurras l'a clairement démontré, ne fut, deux ans après février 1934, qu'une entreprise de replâtrage de la république due à un diabolique accord entre, d'une part, les politiciens radicaux ayant le plus intérêt à ce que la défense du régime continuât de couvrir les malversations de leurs amis (« le parti de la Peur ») et, d'autre part, les forces les plus révolutionnaires, voire au service de Moscou (« le parti de la Mort »). C'est pourquoi leur politique ne pouvait être que néfaste, aventureuse et anti-nationale, comme le montre ce nouveau dossier, et les mirifiques promesses, « le Pain, la Paix, la Liberté » déboucher sur « les Restrictions, la Guerre, l'Occupation », écrivait Maurras le 1^{er} mars 1941. Le malheur est qu'il est toujours dans les mœurs de la république de se retremper dans un bain de gauche à chaque fois que la "démocratie" semble être en danger, fût-ce au risque aujourd'hui de sacrifier la souveraineté de la France. Raison de plus pour ne vouloir ni gauche ni droite, mais le Roi !

Un bilan
très médiocre

par
Yves LENORMAND

On sait sur quels mythes repose la légende du Front populaire : les congés payés, la loi des 40 heures, l'amélioration de la vie de la classe ouvrière et la baisse du chômage. Tout cela fut magnifié par la suite. Pour en juger aussi impartialement que possible, nous nous appuyons sur l'ouvrage fondamental en la matière, celui d'Alfred Sauvy : *Histoire économique de la France entre les deux guerres* (1), ouvrage d'autant plus précieux que son auteur était de tendance socialiste.

Les premières
mesures

L'expérience sociale et économique menée par le Front populaire est d'autant plus importante que c'est la première fois qu'un gouvernement à majorité socialiste était amené à diriger la France et que son programme, assez flou au départ mais bousculé par les grèves, fut appliqué intégralement, et cela dès son arrivée au pouvoir.

Il ne faut pas oublier, en effet, qu'avant même que le nouveau gouvernement ne soit formé, éclatèrent, le 24 mai, les premières grèves dans la métallurgie parisienne. Elles s'étendirent rapidement dans toute la France avec occupations d'usines. Le 6 juin, Blum se présenta devant la Chambre en prenant l'engagement solennel de ne pas dévaluer, ce qui était bien imprudent. Il annonça surtout toute une série de mesures concernant les conventions collectives, l'établissement de deux semaines de congés payés et la loi des 40 heures. En outre, syndicats et patronat furent invités à se rencontrer à Matignon où ils se mirent d'accord pour une augmentation dégressive des salaires allant de 15 % pour les salaires les moins élevés à 7 % pour les salaires les plus élevés.

Incidences
économiques

Si l'on ne retient que la revalorisation des salaires décidée à la suite des accords de Matignon afin de faire cesser les grèves, celle-ci semble très raisonnable. Mais pour avoir une vue exacte des choses, il faut y ajouter le coût des congés payés et surtout celui des 40 heures. Hausse des accords Matignon : 15 % ; hausse due aux congés payés : 4 % ; hausse attendue de la semaine des 40 heures : 20 %. Total (par multiplication) : 43,5 %.

Le coût total que devait supporter l'économie française était énorme même si la réduction à la semaine des 40 heures n'entraînait en application qu'au premier trimestre 1937. Les prix de gros augmentèrent de plus de 10 % et ceux de détail de 7 à 9 % mais, curieusement la balance commerciale s'améliora en passant de -797 mil-

lions de francs en mai à 669 en septembre. Cette amélioration résultait de la baisse des achats de matières premières (-140 millions), signe de récession industrielle ce qui se traduisit par une augmentation du chômage, 34 000 chômeurs de plus qu'un an auparavant. Bref, les belles promesses commencèrent à s'envoler avec les feuilles de l'automne, l'échec pointait à l'horizon.

Le 26 septembre 1936, sous l'euphémisme d'"alignement général des monnaies", le franc fut dévalué de 25 à 34 % puisque la définition de la monnaie était comprise à l'intérieur d'une fourchette allant de 43 à 49 milligrammes d'or.

Dévaluation

En fait, pour rester compétitive, la France aurait dû dévaluer deux ans plus tôt. La mesure fut malgré tout bénéfique puisque la production industrielle remonta de 81 (2) en septembre à 91 en décembre. Les autres indices d'activité allèrent dans le même sens. L'indice des wagons chargés passa de 67 en septembre à 74,7 en décembre et le trafic dans les ports évolua de 130 à 139 pendant la même période.

De son côté le chômage baissa de 174 en septembre à 158 en décembre. Le nombre des chômeurs conjoncturels passait de 756 000 à 598 000 pendant cette période. Comme l'écrivit Alfred Sauvy : « **Jamais une pareille baisse n'a été encore enregistrée.** »

En dépit de la hausse des prix de détail à la consommation (mai 1936 : 100 ; septembre : 104,6 ; décembre : 117,8), la dévaluation permit de faire passer les prix français en-dessous des prix anglais pour la première fois depuis 1931 (septembre 1936 : 1,15 ; octobre : 0,86 ; novembre : 0,90 ; décembre : 0,92).

La dévaluation française produisit donc les mêmes effets qu'à l'étranger, c'est-à-dire une reprise de la production : en 1931, en Angleterre, en 1933 aux États-Unis, en 1935 en Belgique. De brillantes perspectives s'ouvraient à l'économie française. La production rattrapait le niveau 100, c'est-à-dire le niveau de 1929 à toute allure.

La reprise
cassée

Cependant, du 1^{er} novembre 1936 au 30 avril 1937, en fonction de la parution des décrets par profession, s'appliqua brutalement la loi des 40 heures.

Alors qu'en 1919, la journée de 8 heures avait été l'objet d'un consensus international et qu'elle avait été appliquée progressivement, ici comme pour les 35 heures, la gauche fit comme si la France

n'avait pas à tenir compte de l'environnement international menaçant. Or, la semaine de 40 heures, en termes de production, revenait à donner deux mois de congés supplémentaires, en plus des deux semaines légales. La production industrielle, qui culminait à l'indice 94 en mars 1937, recula à 89 en juin. L'essor économique était brisé. Le déficit de la balance commerciale en mai-juin 1937 était le double de celui qui existait un an



Léon Blum

plus tôt. Ainsi, comme dans le cas des 35 heures, les mesures socialo-communistes eurent pour effet de transférer le travail à l'étranger et le chômage qui avait diminué de 158 000 en trois mois, de septembre à décembre 1936, ne diminua que de 156 000 en six mois, de janvier à juin 1937.

Chute de Blum

Le 13 février 1937, prévoyant l'échec, Blum réclame une "pause" mais il était trop tard. Le recul de l'économie se traduisait par des baisses de rentrées fiscales. L'or fuyait. Le 15 juin 1937, le gouvernement demanda les pleins pouvoirs financiers. Ceux-ci accordés à la Chambre, lui furent refusés au Sénat. Le 22 juin le gouvernement démissionna. Se succédèrent alors deux gouvernements Chautemps et un deuxième gouvernement Blum. On assista à une légère reprise de l'activité au deuxième semestre de 1937 due à une nouvelle dévaluation du franc, mais cette amélioration fut très provisoire. Au début de 1938 se produisit une rechute de l'économie. La production industrielle baissa de 92 à 83, le trafic ferroviaire de 75,5 à 65,6 tandis que l'indice du chômage montait de 145 à 151.

Ces mauvais résultats étaient dus à l'effet second de la loi des 40 heures. Les industries les plus performantes dont la production était limitée par cette loi achetaient moins aux autres qu'elles ne l'auraient fait sans cette limitation. La loi des 40 heures obligeait donc les industries les plus dynamiques à s'aligner sur les moins dynamiques.

Le 10 mars 1938 Chautemps se retirait et Blum formait un deuxième gouvernement qui avalisa sans coup férir l'Anschluss par lequel Hitler annexait l'Autriche. En



avril Blum abandonna la partie. Cela marquait la fin du Front populaire dont il faut examiner les résultats.

Deux ans
de démagogie

L'indice de la production industrielle était de 82 en mai 1938 contre 87 en mai 1936. Les deux ans de Front populaire furent donc plus défavorables dans ce domaine que la précédente politique de déflation de Laval. Les investissements, qui sont les gages de l'avenir, reculèrent de 11 % et la consommation de 1,5 %.

Dans certains domaines, mines de charbon, chemins de fer, la productivité s'effondra. La diminution du chômage total a été de 150 000. Elle résulta presque entièrement des effets des deux dévaluations et pratiquement pas de l'application de la loi des 40 heures qui eut des conséquences maléfiques sur le chômage partiel, lequel, après avoir diminué, est remonté à partir de 1937 : mai 1936, 35,4 % ; septembre 1936, 26,8 % ; décembre 1936, 12,1 % ; mai 1938, 20,1 %.

Le pouvoir d'achat des travailleurs, qui est une donnée essentielle puisque c'est avec des promesses fallacieuses d'augmentation des revenus que la gauche a fait voter pour elle en 1936, n'a pratiquement pas bougé. Il était à 118,5 en mai 1936, il est à 119,2 en mai 1938. Normalement les progrès de la productivité auraient dû assurer une augmentation de 4 %. Le Front populaire a donc escroqué les ouvriers ainsi que les autres couches sociales à l'exception des chômeurs qui ont retrouvé du travail.

Le pouvoir d'achat des retraités s'est effondré. De 1936 à 1938, il a baissé de 20 %. Il en alla de même pour les fonctionnaires dont la baisse du pouvoir d'achat fut de 18 % pour les traitements les plus bas, 20 % pour les traitements moyens et 14 % pour les traitements supérieurs.

On peut dire que la politique du Front populaire s'est faite au détriment des plus faibles : les traitements féminins ont été moins augmentés que les traitements masculins, les salaires provinciaux moins que ceux des Parisiens, les allocations familiales et les retraites ont été négligées.

En conclusion, le Front populaire a fait baisser la production industrielle française de 4 à 5 % tandis que celle de l'Allemagne augmentait pendant la même période de 17 %. À cet égard, Léon Blum et les socialo-communistes ont été des alliés objectifs d'Hitler.

(1) Alfred Sauvy : *Histoire économique de la France entre les deux guerres, tome II, Éd. Fayard, Paris, 1972.*

(2) *La base 100 est fournie, généralement, par les chiffres de 1929, dernière année d'activité "normale" avant la crise.*



Léo Lagrange, figure emblématique

par
Philippe ROCH

L'histoire du Front Populaire, progressivement remodelée, réécrite et restylisée après 1945 par ses témoins et héritiers, puis par leurs descendants, est devenue, pour la gauche française, le plus précieux des mythes fondateurs. Et ce pour trois raisons.

Il faut voir de plus près ce qui repose sous ce mythe Léo Lagrange, quelles conquêtes sociales existent sous une foison de vocables.

D'abord, parce que c'est un appel à l'union. Pour la première fois, communistes, socialistes et radicaux firent cause commune; cela ne dura guère, mais la nostalgie de cette aventure fusionnelle resta, et reste toujours, profondément gravée au tréfonds des mentalités.

Ensuite, parce que c'est un appel au ressourcement. Tout doit être fait pour retrouver le souffle de ces heures glorieuses et inspirées, qui n'ont échoué que par la méchanceté coalisée des forces du Mal. Cette œuvre belle et pure n'avait aucun défaut, mais elle était fragile et innocente. À sa seule évocation, l'homme de gauche le plus embourgeoisé se sent redevenir Gavroche.

Enfin, parce que c'est le plus sûr et le plus efficace des réflexes pavloviens, pour redonner matière et consistance à la menace, à l'ennemi commun, cette Bête immonde qui n'a jamais renoncé et qui est prête à dévorer nos libertés si chèrement acquises. Et quel meilleur ciment, quel meilleur adjuvant, que la haine partagée d'un même Mal absolu ?

La source miraculeuse

Mieux que la Commune, trop lointaine, trop sanglante et qui n'a pas modifié le cours de l'Histoire, mieux que l'affaire Dreyfus, trop complexe et trop dangereuse à détricoter, mieux que la guerre d'Espagne qui s'est déroulée sous d'autres cieux, mieux même que la Résistance qui a le grand défaut d'avoir été partagée avec les gaullistes et même, scandale à occulter à tout prix, avec nombre de royalistes, le Front populaire représente pour la gauche française ce qu'est un phare pour un navire ballotté par la tempête, ce qu'est le sein maternel à un enfant qui se croit abandonné, ce qu'était la madeleine à Proust : la source vivifiante et miraculeuse, qu'on sait toujours retrouver au cœur du jardin patrimonial privatif commun, là où la vilaine Droite ne pénètre jamais.

On a souvent disserté sur la pertinence et la pérennité des no-

tions de gauche et de droite dans la vie politique française. Il est évident que de nombreuses valeurs ont changé de camp ou se sont métissées, il est évident que de nombreux enjeux et non des moindres sont transversaux, il est évident que les coalitions purement électorales ne reposent pour une large part que sur des conventions factices entre intérêts politiques claniques. Mais, pour autant, on ne peut pas dire que gauche et droite n'ont plus aucun sens ! En fait c'est la gauche seule qui a un sens, parce qu'elle a hérité de mythes qui la fondent, et qui la refondent, à la commande. La droite n'a rien de tel, et elle ne se définit que par différence; dans l'univers des mythes, la droite, c'est ainsi ce qui n'est pas à gauche, et rien de plus.

Il suffit de compulsurer, pour s'en convaincre si l'on en doutait, les bulletins, les comptes rendus de congrès, les déclarations... publiés de 1946 à nos jours, par les divers mouvements de jeunesse, d'action laïque ou d'éducation populaire contrôlés par la gauche; de même pour tous les clubs, associations, sections mutuelles ou syndicales participant à la même mouvance.

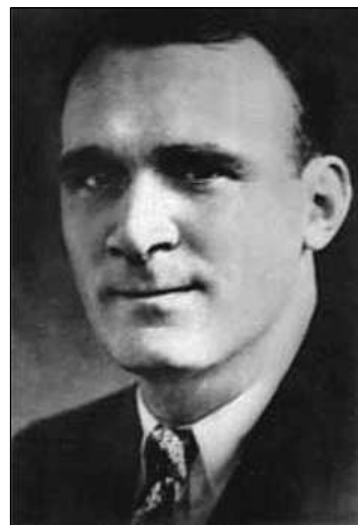
On y voit de façon récurrente se dessiner, à l'intention des adhérents de base et de leurs familles, la légende indépassable d'un Front populaire, incarnation du Beau, du Bon et du Vrai, indemne de toute faute, tombé sous les coups conjugués de l'hydre fasciste et du cynisme patronal. Chaque fois que disparaît l'un des protagonistes de l'épopée, sa notice nécrologique vient ajouter une couche à l'édifice. Et plus le temps s'écoule, plus l'anachronisme s'impose; les faits ne sont plus énoncés qu'à la lumière de l'Occupation et des camps de la mort, les leçons ne sont tirées que pour nous obliger à continuer, ici et maintenant, à penser correctement.

Fidèles d'une secte

Leurs "vérités" sont simples. Sociales, les mesures prises par le Front populaire furent les premières du genre, exemplaires entre toutes, car elles ouvrent l'histoire des libertés et du bien-être; économiques, elles étaient porteuses de la seule sortie possible au chômage et à la récession, mais on ne leur a pas laissé le temps de faire effet.

Il ne faut pas chercher ailleurs la clef du Programme commun de la gauche, qui permit à François Mitterrand d'arriver au pouvoir, ni surtout la place centrale qu'y occupaient les nationalisations. Tous les chefs de la gauche politique en 1981 croyaient à l'efficacité des

nationalisations, tout simplement parce que c'était le décalque supposé du programme du Front populaire. Il en fut de même plus tard pour les 35 heures et pour l'allongement des congés par la RTT; cela ne pouvait que marcher et faire des miracles.



Léo Lagrange
1900-1940

Et, comme cela se passe pour les fidèles d'une secte, les échecs n'entament que peu, et très progressivement, les certitudes, car le besoin de continuer à croire collectivement aux mêmes mythes est d'une autre force que le raisonnement objectif. La démographie assure plus sûrement l'attrition, mais il lui faut du temps. Il y a en France, et pour longtemps encore, assez de personnes dont le cerveau a été façonné par les mythes de la gauche, pour que le Front populaire conserve encore longtemps son prestige, et ce d'autant que les personnes en question sont souvent des enseignants ou au moins des "transmetteurs de savoir".

Et aussi parce que, si plus personne de sensé ne croit aux nationalisations, si le bilan des 35 heures est pour le moins réservé, le socle des acquis du Front populaire n'a pas été vraiment remis en question. Au contraire, il a gardé toute sa force, et continue à être ressenti comme porteur d'espoir et d'avenir. Car si on a abandonné l'économique, si on s'éloigne du social, on assume plus que jamais le culturel, le "mode de vie". À travers les congés payés, les villages de vacances, les auberges de jeunesse, le Front populaire continue à vivre parmi nous.

Les concepts se sont modernisés, bien évidemment; la "professionnalisation", les normes de sécurité, le BAFA sont passés par là; mais l'esprit demeure, presque intact, entretenu par des vestales attentionnées. Sait-on qu'il n'y a qu'en France que l'on donne un sens précis à deux expressions nées sous le Front populaire, le même depuis leur création? "Tourisme social" et "éducation populaire" n'ont aucun équivalent dans aucun pays étranger!

Cet acquis qui perdure est dû à un personnage, secondaire de son temps, que le mythe a fait

émerger et qui est devenu la figure emblématique centrale du Front populaire: Léo Lagrange.

Figures incontournables

Trois noms incontournables reviennent en boucle quand on évoque le Front populaire: Jean Jaurès, Léon Blum et Léo Lagrange. Ils ont un point commun, celui d'être inattaquables. Il est intéressant d'analyser comment le troisième, inconnu au départ, est progressivement monté sur la plus haute marche du podium.

JEAN JAURÈS, c'est l'aïeul, le grand inspirateur. Il est vrai qu'il fut, toute sa vie durant, un inlassable combattant de l'union du mouvement ouvrier. Dans ses discours, les mots de socialisme, de communisme et de collectivisme étaient interchangeables, et également porteurs des mêmes valeurs positives. C'était un homme de culture orale; il savait haranguer les foules, des heures durant, et à l'époque il n'y avait pas de micro. Il s'adaptait à son public, improvisait et disait souvent n'importe quoi; avec sa grande barbe et sa faconde, il fait davantage penser à Fidel Castro qu'à François Mitterrand. Son assassinat en 1914 l'a en quelque sorte, aux yeux des socialistes, sanctifié et mis hors d'atteinte de tout jugement. Il a fallu pour le rendre présentable expurger massivement ses textes de toutes les citations douteuses qu'ils contenaient; on n'en a gardé que quelques maximes grandiloquentes, on l'a mis au Panthéon, et on en a fait le père spirituel, la caution morale du Front populaire.

LÉON BLUM est une figure incontournable; victime d'injures antisémites, déporté, puis miraculeusement rescapé de la déportation, il est à l'abri de la critique. Ses maladresses et ses volte-face au gouvernement ne peuvent donc lui être imputées. Cependant, peut-on dire de Blum par rapport à Jaurès qu'il fut Lénine par rapport à Marx, ou Paul par rapport à Christ? Hélas pour lui, non, car il s'est survécu trop longtemps. On n'en garde que l'image d'un vieux monsieur ruminant ses souvenirs. Or un véritable héros doit avoir une destinée tragiquement interrompue, laisser des regrets. Kléber vaudra toujours mieux que Jourdan, et Gabriel Péri toujours mieux que Maurice Thorez.

LÉO LAGRANGE, lui, présente un pedigree impeccable. Il n'a pourtant été, dans le gouvernement de Blum, que sous-secrétaire d'État! Autant dire pas grand chose. Mais c'était la première fois que le sport siégeait à la table du Conseil des ministres. Et plus encore que du sport, Léo Lagrange était chargé de "l'organisation des loisirs". Toute la clef de sa réussite est là.

Né en 1900 près de Bordeaux, où son père était em-



Le 25 mai 1913 au Pré Saint-Gervais, Jaurès prononce un discours contre le service militaire de trois ans.

LES ILLUSIONS DU FRONT POPULAIRE

L' A . F . R E Ç O I T

François-Georges Dreyfus
Une double mythologie

■ Historien, spécialiste de la III^e République, le professeur François-Georges Dreyfus était tout désigné



pour nous éclairer dans notre enquête sur le Front populaire. Il est notamment l'auteur d'une remarquable *Histoire de Vichy* (éd. de Fallois).

L'ACTION FRANÇAISE 2000. – Quelles sont les conséquences diplomatiques et militaires du Front populaire ?

FRANÇOIS-GEORGES DREYFUS. – De ce point de vue, le Front populaire porte l'héritage des gouvernements précédents. Le Front populaire va payer leurs erreurs. L'absence de réaction française face à l'Allemagne en mars 1936 est ainsi beaucoup plus importante que le Front populaire. Si l'on avait suivi l'Action française et riposté à la remilitarisation de la Rhénanie dans les jours suivant le 7 mars 1936, on aurait peut-être évité la défaite de 1940.

► ployé, il réussit assez dans ses études pour être envoyé à Paris, au lycée Henri IV. Mais à 17 ans, il s'engage et se fait remarquer au front par sa bravoure et son sens naturel de l'autorité. Après l'armistice, il commence des études de droit pendant lesquelles il fréquente des cercles révolutionnaires. Après le congrès de Tours il choisira le parti socialiste. Devenu avocat engagé, il est envoyé par son parti dans le Nord où il se fait élire député, dans une circonscription difficile. Réputé pour sa droiture, sa puissance de travail et ses aptitudes à la communication, il apparaît comme l'un des éléments d'avenir du parti socialiste, et le gouvernement du Front populaire lui offre un strapontin, alors qu'il n'a que 36 ans. Il y mènera avec détermination une politique dont il n'imaginait sans doute pas la pérennité à venir. Son antifascisme le conduira à être antimunichois et à se démarquer du gouvernement Daladier ; à la déclaration de guerre, il quitte son mandat parlementaire pour s'engager. Devenu sous-lieutenant après son passage aux EOR, il est tué au front le 9 Juin, lors de l'offensive de l'Aisne. Il n'aura donc pas connu l'armistice.

Après lui, Borotra

Ce destin hors du commun lui confère, à la Libération, l'étoffe d'un héros. Voilà quelqu'un qui

La politique extérieure du gouvernement du Front populaire va s'essayer à rétablir nos positions en Europe centrale. Les Yougoslaves ne nous font plus confiance et se rapprochent de l'Allemagne, de même pour la Roumanie. Seule la Tchécoslovaquie nous demeure fidèle. Comme ministre des Affaires étrangères, Yvon Delbos a été supérieur à son prédécesseur Pierre-Etienne Flandin. Quant à Daladier, catastrophique ministre de la Défense nationale presque continuellement entre 1932 et 1940, il n'est pas socialiste ou communiste mais radical.

Le grand problème diplomatique du Front populaire, c'est la guerre d'Espagne. Le gouvernement français avait le choix entre la neutralité, l'aide aux républicains et celle à Franco. Blum avait l'intention de soutenir les républicains. Cela peut se concevoir si l'on considère que Franco est soutenu par Hitler, mais il fallait agir vite. Or Blum sera incapable de prendre une décision : on en restera à une neutralité de façade et à une aide indirecte au nom d'une pseudo internationalisation.

Malgré l'aide aux républicains, Franco n'entrera pas en guerre contre la France, du fait de la ruine de son pays et des effets bénéfiques de l'ambassade du maréchal Pétain à Burgos en 1939.

n'aura pas à se faire pardonner d'avoir voté les pleins pouvoirs au Maréchal. Les choses sont cependant plus complexes. Car on peut affirmer, au grand dam de la gauche, que c'est la Révolution nationale qui a fait le bonheur de l'œuvre commencée par Léo Lagrange ! Le champion de tennis Jean Borotra, appelé par le Maréchal au portefeuille des Sports, reprend et développe la politique lagrangienne d'organisation et d'encadrement des loisirs. Le contexte n'a plus rien à voir mais les instruments sont les mêmes. Et le gouvernement de Vichy sait se montrer généreux : équipements, stades, écoles de formation d'animateurs se multiplient sur tout le territoire.

Tant et si bien que quand arrive l'épuration, le monde du sport et de l'éducation populaire s'en sort très bien ; tout le monde ayant été maréchaliste, aucune épuration n'est possible, tout le monde retourne sa veste comme si de rien n'était, et la politique lagrangienne continue de plus belle sous la Quatrième. Les communistes font cependant scission, et créent partout où ils le peuvent des structures parallèles à celles des socialistes.

Car Léo Lagrange n'était pas qu'un animateur enthousiaste et communicatif. C'était aussi un militant socialiste conséquent et organisé. Il installe quantité d'organismes d'action laïque, les subventionne et les contrôle, gère ses

Du point de vue technique, même si le Front populaire va désorganiser la production industrielle française avec les 40 heures, dont l'impact a été considérable, en même temps il relance notre production militaire : si nous



Une affiche de propagande prémonitrice

construisons alors moins d'avions que l'Allemagne, nous construisons plus de chars et de meilleure qualité que ceux de nos voisins. C'est leur emploi qui posera problème.

A.F. 2000. – Quelle mentalité animait alors la gauche française ?

F.-G. D. – Les dirigeants du Front populaire étaient animés d'une

double mentalité qui devait se révéler catastrophique : l'antifascisme, au sens strict du terme, et le pacifisme. L'antifascisme, empêchant tout rapprochement avec l'Italie, jeta littéralement Mussolini dans les bras d'Hitler. Le pacifisme poussait pour sa part à la baisse des crédits militaires. Malgré ces positions, la France du Front populaire ne fut pas très accueillante envers les immigrés fuyant l'Allemagne nazi, et notamment les juifs, comme l'ont bien montré François Huguenin et Pierre-Jean Deschodt dans leur livre *La République xénophobe*.

Il n'y avait pas que la gauche qui nous désarmait : le lobby hippique, défenseur des élevages de chevaux et très puissant parmi les parlementaires, souhaitait à la même époque privilégier l'artillerie hippomobile sur l'artillerie motorisée...

A.F. 2000. – N'assistait-on pas, dès le début, à une relecture mythologique du Front populaire ?

F.-G. D. – En effet, plus je réfléchis sur le sujet, plus je pense qu'il existe depuis le début une double mythologie du Front populaire.

À gauche, on y voit une sorte d'apothéose sociale. Or si les congés payés étaient une mesure

de transmission d'une main de fer, et s'attache partout à évincer ou à priver de ressources les clubs, groupements ou patronages d'origine confessionnelle. Et peu importe que les curés soient entre temps passés à gauche; Léo Lagrange savait se montrer sectaire, et ses continuateurs sont restés dans la même ligne. Après l'épisode Borotra, la galaxie du sport et des loisirs organisés retrouve l'idéologie laïque avec le zèle des catéchumènes reconvertis. L'émulation avec les dissidences communistes fera le reste.

Une nébuleuse

L'histoire de la nébuleuse de l'éducation populaire et de ses nombreux pseudopodes reste à écrire. Malgré l'existence visible de nombreuses fédérations, qui tiennent régulièrement leurs congrès et autres rassemblements statutaires producteurs de manifestes, de chartes et de proclamations en tous genres, sa caractéristique première est l'opacité. Et comme on ne prête qu'aux riches, cette opacité alimente la rumeur ; on parle de sinécures pour des milliers d'enseignants mis en disponibilité, de subventions coulant à flots et sans contrôle, d'argent soutiré aux comités d'entreprises... Mais si diverses affaires ont secoué la chronique, il ne faut pas tomber dans la psychologie. D'ailleurs il n'y a guère

d'exemple à l'étranger où, dans ces activités, les choses fonctionneraient mieux en coûtant moins cher.

Les rivalités et conflits y existent, comme partout. Pierre Mauroy, en délicatesse avec la Ligue de l'Enseignement, fut à l'origine de la création d'une structure concurrente, qu'il appela la Fédération Léo Lagrange, ce qui conféra une visibilité publique à l'ancien sous-secrétaire d'État de Léon Blum. Celui-ci avait déjà à son nom plusieurs stades, plusieurs rues ; il devint en peu de temps le principal pourvoyeur d'emplois aidés, inscrit sur des dizaines de milliers de feuilles de paie, tant et si bien que le label "Léo Lagrange" est devenu un nom commun, plus facile à identifier que "éducation populaire".

Jusqu'à ses derniers jours, Madeleine, la veuve de Léo, resta présente aux côtés de Pierre Mauroy et d'autres pour faire vivre la flamme du souvenir. Héros sans tâche, mort au champ d'honneur, Léo Lagrange s'est trouvé, empiriquement et par touches progressives, propulsé au rang d'étoile majeure, irremplaçable et incontournable. Il représente le Front populaire toujours vivant, toujours parmi nous, toujours porteur d'espoir pour un vaste public, dont certes seul le noyau est politiquement engagé, mais dont les lisières s'étendent bien au-delà du monde enseignant syndiqué.

Philippe ROCH

nécessaire, les quarante heures étaient une ânerie (comme aujourd'hui les trente-cinq heures) et même une ânerie dramatique quand on les compare à la productivité allemande de l'époque. Les nationalisations s'imposaient également, la plupart des compagnies ferroviaires étant alors déficitaires et notre construction aéronautique étant trop dispersée pour être efficace.

À droite, au contraire, le Front populaire est regardé comme l'horreur des horreurs. D'où le procès de Riom mené par l'État français avec plus ou moins de bonheur. En effet, si le général Gamelin ou Édouard Daladier méritaient d'être jugés, Léon Blum ou Guy La Chambre n'avaient à mon avis aucune raison d'y figurer.

Propos recueillis par Pierre LAFARGE

NÉFASTE
DIPLOMATIE

Dans *L'Action Française* du 13 mars 1938, Charles Maurras relevait un fait qui se passe de tout commentaire :

« Un fait nouveau s'ajoute au grave dossier de la diplomatie du Front populaire.

On dit : – un fait inouï.
– Mais non.

C'est un fait qui aurait dû être présent aux esprits de tous.

Ce que M. Bertrand de Jouvenel a, si utilement, raconté au congrès du Parti populaire français eût dû être imaginé, conçu, induit, vu d'avance, par tous les esprits attentifs à notre politique étrangère.

Cela devait être. Cela a donc été.

Voyons comme cela a été. Je cite :

« M. Bertrand de Jouvenel a pris la parole au deuxième congrès du P.P.F. pour exposer les circonstances dans lesquelles après une interview de M. Mussolini il s'était vu refuser une audience, de la part de M. Léon Blum, alors président du Conseil. Devant les circonstances graves, M. Mussolini avait chargé, en juin 1936, Bertrand de Jouvenel du message suivant :

Avec vous je défendrai la Tchécoslovaquie, avec moi vous défendrez l'Autriche. Il n'y a pas d'autre moyen d'arrêter la conquête de l'Europe centrale par l'Allemagne. Dites cela à Blum. Je signe un traité demain s'il le veut ».

Blum a refusé même de connaître les propositions de Mussolini. »

Charles MAURRAS



Le Front populaire était-il socialiste ?

Poser la question peut paraître étrange et pourtant elle doit se poser. Politiquement d'abord, parce que l'allié radical était loin de l'être, attachés comme le sont les élus radicaux à la laïcité, au discours républicain, mais loin d'être des partageux. Quant aux communistes, leur soutien était sans participation et l'on sait que leur entrée dans le Front populaire était liée au revirement, très relatif d'ailleurs, de Staline face au danger hitlérien.

C'est en fait dans les années d'après Vichy que l'État finira par acquérir le poids que l'on sait aujourd'hui...

En réalité la question de savoir si le Front populaire fut socialiste doit d'abord se poser par rapport à l'économie. De ce point de vue, il faut savoir ce qu'on entend par socialisme, si l'on s'accorde pour admettre que le socialisme, même en économie de marché, suppose que l'État dispose de moyens économiques importants qui lui permettent, institutionnellement, d'intervenir dans l'économie, voire de disposer d'une partie de l'appareil de production et des hommes pour soutenir son action.

Nous avons donné ici une définition du socialisme modèle deuxième moitié du XX^e siècle, tel qu'il peut s'observer à partir de la Seconde Guerre mondiale. On aura reconnu le modèle social-démocrate dont l'appellation est d'ailleurs variable selon les pays. Il nous faut donc examiner, au-delà de la puissante dimension mythique, ce que fut réellement l'action du Front populaire qui, rappelez-le, n'eut guère le temps pour lui puisqu'il demeura au pouvoir une très courte année.

Un peu de social, peu de socialisme

La fonction politique est très souvent l'art de créer des mythes, de donner une charge symbolique voire affective à l'action et, de ce point de vue, le Front populaire a réussi, tant son insignifiant passage au pouvoir a laissé une trace importante dans l'inconscient collectif français. Dans ce registre s'inscrivent les congés payés et les 40 heures. On aura noté qu'à partir de cette date le social en France se fera toujours par le haut c'est-à-dire par la loi, c'est-à-dire le plus souvent de façon non contractuelle ; il en sera ainsi des lois ultérieures sur les trois semaines de congés payés accordées par le Front républicain en 1956, la loi Mauroy sur les retraites

en 1982 et, bien sûr, la loi Aubry sur les 35 heures. Choix politique quasi culturel en France qui confèrera une grande rigidité aux dispositions sociales.

De ce point de vue on oublie souvent ce que Jean Fourastié nous a magistralement enseigné à savoir que la source du progrès social n'est pas uniquement dans la loi mais aussi dans les formidables gains de productivité. Il est vrai qu'au XIX^e siècle la loi avait beaucoup fait pour le social surtout grâce aux catholiques sociaux (travail des enfants, etc.). Quoi qu'il en soit, le résultat est que, outre que les ouvriers français travaillaient moins que les ouvriers allemands au moment où Hitler réarmait l'Allemagne, les Français après 1945 auront, en moyenne, une durée hebdomadaire de travail supérieure à celle des Allemands et des Britanniques. Ce paradoxe ne saurait s'expliquer uniquement du fait que les gouvernements qui suivirent le Front populaire cherchèrent à revenir sur la loi des 40 heures, « la semaine des quatre jeudis » disait Paul Reynaud, mais parce qu'à vouloir forcer le cours des choses économiques on perd souvent sur les capacités productives et, de ce fait, les gains de productivité, facteurs de progrès sociaux, ne sont pas au rendez-vous.

Manque d'experts

Dans le même registre l'histoire aura retenu que les accords de Matignon permirent la reconnaissance des syndicats : est-ce en soi du socialisme ? Quant aux augmentations de salaires concédées par le patronat au cours des mêmes accords de Matignon, elles n'étaient pas déraisonnables dans l'époque car il fallait, dans un contexte déflationniste généralisé, redonner du pouvoir d'achat aux masses. Cela se justifiait assez largement, mais ce ne fut pas le gouvernement qui accorda ces augmentations, il n'en fut que le médiateur ; au surplus, la mesure était plus keynésienne que socialiste. Tout cela cependant à condition qu'on ne "gonflât pas un pneu crevé" et que le pouvoir d'achat ainsi distribué s'exprimât au bénéfice des productions françaises.

En revanche, au printemps 1937, Léon Blum fut incapable d'apprécier les effets en cours de la reprise de l'économie française, faute d'experts. Blum, Herriot et le personnel politique de la III^e République étaient des lettrés et non des experts et l'on aurait tendance à penser que l'économie est une chose trop sérieuse pour être laissée à des littéraires si... Si le thème de la Synarchie qui se développe à l'époque et la naissance prochaine de la technocratie ne nous donnaient pas à penser, avec le recul du temps en ce début du XXI^e siècle, que les experts ne fi-

rent pas toujours mieux ou, en tout cas, certainement trop.

La place de l'État

C'est bien le problème qui est posé par l'étude économique du Front populaire. Si en effet sa politique ne fut guère socialiste au sens où nous l'avons posée, c'est que l'État n'en avait pas les moyens : peu d'experts, peu "d'hommes de l'État", une fonction publique limitée et l'absence de volonté d'infléchir le sens général de l'économie. Bien sûr, des esprits nombreux, souvent brillants, pensent à cette action de l'État. On peut citer le groupe X-Crise et d'autres encore très bien étudiés dans le livre de François-Georges Dreyfus sur les origines de Vichy.



Manifestation des ouvriers devant les usines de Renault-Billancourt en juin 1936

Celui-ci montre que l'influence des intellectuels non conformistes sur le futur régime prime sur celle des maurrassiens. C'est ainsi que l'on voit se profiler la montée de la future technocratie que, par ailleurs, un homme comme Tardieu appelait de ses vœux. Alfred Sauvy, dans sa magistrale *Histoire économique de la France entre les deux guerres*, montre comment le ministère des Finances, sis encore rue de Rivoli, calculait l'indice des prix. Un fonctionnaire du ministère sortait alors du Louvre avec un panier qu'il remplissait, avenue de l'Opéra et dans les magasins des rues avoisinantes, des biens censés représenter le panier de la ménagère, puis s'en retournait au ministère pour faire la moyenne. Aujourd'hui c'est par excès que l'on pêche quand on pense aux innombrables fonctionnaires qui sont censés contribuer à l'établissement de l'indice.

Deux exemples montrent les degrés d'intervention de l'État dans

la vie économique sous le Front populaire. Le premier concerne le problème monétaire : il est d'ailleurs beaucoup plus un attribut de la souveraineté qu'une véritable intervention économique. Au printemps 1936 toutes les grandes monnaies ont été dévaluées : la livre dès 1931, le dollar en 33, et le franc Poincaré est surévalué. Il faut bien comprendre que la dévaluation Poincaré a été vécue comme une rupture par les Français après 125 ans de stabilité monétaire (le franc germinal de 1803) et qu'une nouvelle dévaluation apparaît aux dirigeants du Front populaire comme une amputation du drapeau.

Maudite dévaluation

Mais la vraie raison des réticences de Blum c'est que la pratique de la dévaluation en ce dé-

çais se sont habitués au contrôle des changes, mesure abolie par l'Europe en 1987.

Un avant-goût de la PAC

Le second exemple porte sur la question agricole où le Front populaire fut le plus interventionniste sans doute. On sait la dramatique caractéristique de la crise de 1929, la baisse catastrophique des prix, la déflation généralisée : les prix agricoles, dans ces circonstances, résistent encore moins bien que les prix des produits manufacturés. Les agriculteurs voient donc le prix des céréales s'effondrer. Chartres fut le théâtre de véritables émeutes des petits producteurs beaucerons désespérés par "le blé gangster", ce blé vendu par les gros céréaliers en dessous du plancher établi par le gouvernement. Le Front populaire va créer l'Office interprofessionnel du blé dit ONIB puis ONIC (céréales), véritable prototype de la PAC mise en place par la volonté de De Gaulle et des hauts fonctionnaires français à partir de 1962. Son principe revenait à payer au dessus du prix du marché mondial les produits tout en faisant assumer par la collectivité les stocks, leur écoulement ou leur destruction ; il y a bien là quelque chose de la PAC.

La vraie rupture

À l'évidence la rupture dans l'histoire économique du XX^e siècle ce n'est pas 1936 mais 1940 ou 1941, dates auxquelles l'État, sous Vichy, se dote des moyens d'intervention dans l'économie. Dès lors, la technocratie est née ! À titre de simple exemple on se souvient que l'École d'Uriage fut la pépinière des cadres de la IV^e et de la V^e République. Et n'en déplaise à ceux qui voudraient voir, politiquement, une rupture dans les années suivant la Libération, sur le plan économique il y a une grande continuité entre Vichy et la IV^e République. Que les communistes soient les inspirateurs de cette politique est incontestable mais les moyens leur ont été désormais donnés pour intervenir. L'État finira par acquérir le poids que l'on sait aujourd'hui et, s'il n'est pas déraisonnable de vouloir comme le disait R. Reagan qu'il « descende de notre dos », il faut se souvenir que l'URSS est morte sous son poids en 1991 mais que la période qui a suivi a été gravement affectée par l'inexistence quasi totale de ce même État qui vit proliférer l'anarchie, les mafias et les oligarques, toute la politique du président Poutine étant de rechercher l'équilibre entre le trop d'État et le pas assez d'État. La France dans l'inévitable réforme qu'elle doit accomplir devra s'en souvenir. ■

* Directeur de Monde et Vie.